

## **Compte-Rendu du Conseil Municipal du 8 novembre 2011**

Conseillers élus : 23  
Conseillers en fonction : 23  
Conseillers présents : 21

**Sous la présidence de M. STRAUB, Maire**

**Etaient présents:** Mmes GAUGIN - MAHIEU - PALUCCI - M. NAVROT - NICOLAY - DHIOS -Adjoint.

Mmes ANTOINE – DILLER - FLORI – PATRICOLA – HERZHAUSER – ANDRE - CUSUMANO  
M. KAUFFER - BRABLE CORTINA - OMINETTI - PERRET - QUINIO - TISON - VINCENT - Conseillers.

**Absent excusé :** M. OMINETTI → proc Mme CUSUMANO

**Absent** M. LORANG

**Date d'envoi de la convocation : 2 novembre 2011**

**Secrétaire de séance : Madame FLORI**

### **Ordre du Jour**

1. Approbation du conseil municipal du 6 septembre 2011
2. Concession TORNOW : décision à intervenir
3. Impôts directs : décisions à intervenir
4. Cotisation ACDAP
5. Cotisation USEP
6. Prise en charge BAFA : Régularisation
7. Résultat d'appel d'offres :
  - a) Entretien Eclairage Public
  - b) Entretien de l'Espace Liberté
8. Réfection toiture Ecole Bernard Rabas : demande de subvention au titre de la DGE
9. Délibération budgétaire modificative
10. Signature de la convention avec la SAFER (suivi des ventes)
11. Contrat groupe d'assurance statutaire du Centre de Gestion – Habilitation au CDG
12. CNFPT : formation des agents à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012
13. Entretien des itinéraires de promenade
14. Révision prix bail de Chasse
15. Cimetière : réactualisation des tarifs des concessions
16. Vente de terrains communaux
17. Achat de terrain à GNC Holding
18. Ravalement de façades : lancement de la campagne de travaux
19. Remboursement de sinistre
20. Droit de Préemption Urbain
21. Divers

## 1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 6 SEPTEMBRE 2011

M. CORTINA précise que comme toujours ses propos n'ont pas été repris correctement. Il précise :

*Point n°1* : son intervention ne se rapportait pas au compte rendu du Conseil Municipal du 12 juillet auquel il n'avait pas assisté mais plutôt, affirme t-il, à la pratique habituelle de modifier les remarques qu'il émet.

*Point 2* : M. CORTINA craint que les modifications apportées puissent entraîner une augmentation des taxes. Il précise qu'il aurait préféré que l'équilibre du budget se fasse différemment : en modifiant par exemple les dépenses d'investissement et en supprimant ou réduisant le montant de certains travaux qui ne seront pas réalisés cette année.

*Point 7* : vente d'un terrain communal à M. PIQUET. Il précise qu'il s'est abstenu parce qu'aucun plan de réseau n'a été présenté au conseil et que par la suite des travaux éventuels pourraient être à réaliser au frais de la commune. Il estime ne pas avoir eu suffisamment d'informations pour se prononcer.

M. CORTINA précise qu'il ne prendra pas part au vote et sort de la salle.

Le **Conseil Municipal** approuve à l'unanimité le compte rendu du Conseil Municipal du 6 septembre 2011.

## 2) CONCESSION TORNOW – DECISION A INTERVENIR

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire rappelle qu'au dernier conseil la commune a accepté la maîtrise d'ouvrage relative à la réfection de la sépulture de Paul TORNOW.

Cette sépulture appartenait en fait à l'abbé Charles GROSS concessionnaire décédé qui a cédé par testament la tombe à ses deux neveux Wolfgang et Werner GROSS. Chacun d'eux a transmis un courrier en mairie en autorisant la rétrocession de la concession à la commune.

Il convient maintenant d'accepter ou non cette dernière sachant que cela entrera dans le patrimoine de la commune qui aura donc la charge d'éventuels travaux d'entretien à venir.

Monsieur le Maire explique que si l'on refuse, la réfection ne pourra s'effectuer puisque la commune n'en sera pas propriétaire et donc ne pourra prétendre à l'obtention de subventions.

Il précise que l'on a reçu ce jour, l'accord de l'architecte des bâtiments de France sur le projet.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**accepte** de reprendre ladite concession dans le patrimoine communal.

Adopté à l'unanimité.

## 3) IMPOTS DIRECTS – DECISIONS A INTERVENIR

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire expose que suite à la réforme adoptée dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2010 (art. L 331-1 et s. du code de l'urbanisme), la taxe d'aménagement est instituée :

- de plein droit dans les communes dotées d'un PLU ou d'un POS et les communautés urbaines ;
- par délibération dans les autres communes.

Mais les collectivités doivent en fixer le taux par délibération prise avant le 30 novembre 2011.

### **Principes**

Le nouveau dispositif qui s'appliquera le 1<sup>er</sup> mars 2012 repose sur :

- la taxe d'aménagement en lieu et place de la taxe locale d'équipement (TLE) ;

- le versement pour sous-densité (VSD) qui se substitue au versement pour dépassement du plafond légal de densité.

A compter au 1<sup>er</sup> janvier 2015, les régimes de la participation pour raccordement à l'égout (PRE), de la participation pour non réalisation d'aires de stationnement, de la participation pour voirie et réseaux (PVR) et de la participation des riverains en Alsace-Moselle, sont abrogés. Mais dès le 1.03.2012, si la commune ou l'EPCI décidait d'appliquer un taux de taxe d'aménagement supérieur à 5 % (voir plus loin), ces trois dernières participations seraient simultanément supprimées.

Mme DILLER demande à quoi correspond *la participation des riverains en Alsace-Moselle*.

M. BRABLÉ précise que cela se rapporte au nettoyage des usoirs situés devant les maisons, mais que cela n'est plus pratiqué que dans certaines communes rurales et que Scy-Chazelles n'est pas concerné.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, le dispositif de financement de l'aménagement comprendra :

- la taxe d'aménagement (TA) ;
- le projet urbain partenarial (PUP) ;
- le financement en zone d'aménagement concerté (ZAC) ;
- la participation pour réalisation d'équipements publics exceptionnels (PEPE) ;
- le versement pour sous-densité (VSD).

### **Champ d'application**

Le champ d'application de la taxe d'aménagement se rapproche de celui de la TLE. La taxe d'aménagement est établie sur la construction, la reconstruction, l'agrandissement des bâtiments et aménagements de toute nature nécessitant une autorisation d'urbanisme.

### **Assiette**

L'assiette de la taxe d'aménagement a deux composantes : la valeur de la surface de la construction et la valeur des aménagements et installations.

La valeur par mètre carré de la surface de construction est fixée, au 1<sup>er</sup> janvier 2011, par l'article L 331-11, à 660 € pour l'ensemble du territoire et à 748 € pour les communes d'Ile-de-France. Ces montants seront ensuite révisés au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année en fonction du dernier indice du coût de la construction. La surface de la construction s'entend de la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 mètre, calculée à partir du nu intérieur des façades du bâtiment, déduction faite des vides et des trémies (art. L 331-10 du code de l'urbanisme).

La valeur des aménagements et installations est déterminée forfaitairement dans les conditions suivantes :

- emplacements de tentes, caravanes et résidences mobiles de loisirs : 3 000 € par emplacement ;
- emplacements des habitations légères de loisirs : 10 000 € par emplacement ;
- piscines : 200 € par mètre carré ;
- éoliennes d'une hauteur supérieure à 12 mètres : 3 000 € par éolienne ;
- panneaux photovoltaïques au sol : 10 € par mètre carré ;
- aires de stationnement non comprises dans la surface visée à l'article L 331-10 : 2 000 € par emplacement, cette valeur pouvant être augmentée jusqu'à 5 000 € par délibération.

M. QUINIO pense que les chalets construits au bord des étangs sont assimilables à des résidences de loisirs et sont donc taxables.

M. BRABLÉ explique que ces chalets ont été construits en zone non constructible et sans aucune autorisation, donc de façon illégale, leur instaurer une taxe serait reconnaître leur légitimité.

Un abattement de 50 % est appliqué sur ces valeurs pour :

- certains logements sociaux ;
- les 100 premiers mètres carrés des locaux d'habitation et leurs annexes à usage d'habitation principale, cet abattement ne pouvant être cumulé avec l'abattement précédent ;
- les locaux à usage industriel ou artisanal et leurs annexes, les entrepôts et hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale et les parcs de stationnement couverts faisant l'objet d'une exploitation commerciale.

### **Taux**

Les collectivités et intercommunalités bénéficiaires fixent un taux, avant le 30 novembre d'une année pour application l'année suivante, dans les limites fixées par l'article L 331-4 du code d'urbanisme (art. L331-5).

Le taux peut être fixé entre 1 % et 5 %. Dans cette fourchette, des taux différents peuvent être fixés par secteurs définis par un document graphique figurant dans une annexe au PLU ou POS. A défaut, la délibération déterminant les taux et les secteurs ainsi que le plan font l'objet d'un affichage en mairie.

Le taux peut être supérieur à 5 % et porté jusqu'à 20 % dans certains secteurs. La délibération fixant ce taux doit être motivée et nécessitée par la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux. Dans ce cas, les contributions comme la PVR (contributions fixées au b) du 1<sup>er</sup>, aux a), b) et d) du 2<sup>o</sup> et au 3<sup>o</sup> de l'article L 332-6-1 du code d'urbanisme) ne sont plus applicables dans ce ou ces secteurs.

En l'absence de première délibération, le taux est fixé à 1 % dans les communes ou EPCI où la taxe est instituée de plein droit.

### **Exonérations**

Sont exonérés totalement (art. L 331-7 à L 331-9 du code de l'urbanisme) :

- les constructions destinées au service public ou d'utilité publique ;
- les locaux d'habitation et d'hébergement bénéficiant d'un prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) ;
- les surfaces d'exploitation des bâtiments agricoles ;
- les aménagements prescrits par des plans de prévention des risques ;
- la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit depuis moins de 10 ans ;
- les constructions dont la surface est inférieure à 5 mètres carrés.
- les constructions réalisées dans les périmètres des ZAC lorsque le coût des équipements publics est mis à la charge des constructeurs ou aménageurs ;
- les constructions réalisées dans les périmètres des projets urbains partenariaux.

Exonérations totales ou partielles imposant une délibération :

Par ailleurs, les collectivités territoriales, chacune en ce qui les concerne, peuvent exonérer en totalité ou partiellement les logements sociaux bénéficiant du taux réduit de TVA.

Concernant les surfaces des constructions à usage de résidence principale qui ne bénéficient pas de plein droit de l'abattement de 50 % (à savoir : les surfaces supérieures à 100 mètres carrés), les collectivités territoriales peuvent les exonérer jusqu'à 50 % si elles sont financées à l'aide du prêt à taux zéro.

Monsieur le Maire propose de ne pas exonérer cette catégorie.

M. BRABLÉ précise que cela est à son sens inutile car le prêt à taux zéro disparaîtra fin 2012.

M. le Maire ajoute que les prêts à taux zéro peuvent très bien être à nouveau instaurés dans les années à venir en fonction des différentes politiques de l'Etat.

Les collectivités pourront également, si elles le souhaitent, exonérer totalement ou partiellement les constructions industrielles, les commerces de détail d'une surface inférieure à 400 mètres carrés en vue d'assurer le maintien du commerce de proximité ainsi que les travaux autorisés sur les immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire.

M. BRABLÉ pense que ne pas exonérer les commerces permettrait de régler à terme une certaine densification de ceux-ci sur le territoire.

M. le Maire explique que les commerces sont bien représentés dans la commune et que même s'il ne reste que peu de possibilités, il convient de les favoriser et ne pas les pénaliser en cas de travaux de modernisation ou d'extension.

### **Période transitoire**

Les dispositions relatives à la taxe d'aménagement seront applicables aux demandes d'autorisation déposées à compter du 1<sup>er</sup> mars 2012. Pour ne pas gérer deux régimes en parallèle, il est prévu que le régime des taxes et participations d'urbanisme mentionné dans les certificats d'urbanisme en vigueur avant le 1<sup>er</sup> mars 2012, ne sera pas applicable aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter de cette date.

**Vu** l'exposé de Monsieur le Maire,

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 331-1 et suivants ;

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré, **décide** :

**1. d'instaurer** le taux de 5 % sur l'ensemble du territoire communal ;  
Adopté à l'unanimité

**2. d'exonérer** en application à l'article 331-9 du code de l'urbanisme :

⇒ **partiellement** (50 %) les commerces de détail d'une surface de vente inférieure à 400 m<sup>2</sup>  
Adopté à l'unanimité moins 2 voix

⇒ **en totalité**, les logements sociaux (PLAI et PLUS uniquement) ainsi que les travaux autorisés sur les immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire.  
Adopté à l'unanimité

La présente délibération est valable pour une durée d'un an reconductible. Elle est transmise au service de l'Etat chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1<sup>er</sup> jour du 2<sup>ème</sup> mois suivant son adoption.

#### 4) COTISATION ACDAP

**Rapporteur : Madame ANTOINE**

Madame ANTOINE rappelle au Conseil que comme chaque année, les écoles communales demandent la prise en charge de la cotisation annuelle des classes au Centre de Documentation et d'Animation Pédagogique de la Circonscription de Montigny-les-Metz.

La cotisation s'élève à 18 € par classe maternelle et à 1.80 € par enfant scolarisé au primaire (coût identique à l'an passé). Cette année, seul le groupe scolaire Bernard Rabas est concerné :  
soit 117 enfants x 1.80 € = 210.60 €

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de verser la somme de 210.60 € à l'ACDAP.

Adopté à l'unanimité.

#### 5) COTISATION USEP

**Rapporteur : Madame ANTOINE**

L'USEP (Union Sportive de l'Enseignement Primaire) a fait parvenir en mairie sa demande de subvention pour l'année scolaire 2011/2012 d'un montant de 842.40 € ce qui représente 468 participations d'enfants pour l'année contre 393 l'an passé.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de verser la subvention d'un montant de 842.40 € à l'USEP.

Adopté à l'unanimité.

#### 6) PRISE EN CHARGE DU BAFA - REGULARISATION

**Rapporteur : Madame ANTOINE**

Il est rappelé à l'Assemblée qu'en date du 14 décembre 2010 celle-ci avait voté la prise en charge de la formation BAFA de Monsieur KIHIL Nicolas actuellement adjoint d'animation.

Toutefois, même si l'on avait décidé de prendre la totalité de la formation BAFA, on avait précisé un montant de 457 € qui ne correspondait qu'au coût du stage de base.

Il convient donc de délibérer de nouveau en précisant le coût total c'est-à-dire le stage de base + le stage de perfectionnement soit 816 €.

Mme ANTOINE précise que Monsieur KIHLE a obtenu son diplôme.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **confirme** la prise en charge par la commune de la totalité du BAFA de M. KIHLE pour un montant de 816 €

Adopté à l'unanimité.

## 7) RESULTAT D'APPELS D'OFFRES

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

### a) Entretien Eclairage Public

Nom de l'entreprise	Montant TTC
UEM	13 294.25
ETDE	18 064.38
FORCLUM	26 983.67
RIANI	12 983.78
SOCOM (excusée)	

La commission d'appel s'est réunie le 20 septembre dernier. Au vu du tableau des critères, la commission d'appel d'offres propose au conseil de retenir l'offre de l'UEM qu'elle juge économiquement et qualitativement plus avantageuse.

M. CORTINA demande si le contrat comprend le contrôle de la corrosion des candélabres.

M. NICOLAY répond que ce service n'est pas pris en compte dans le contrat car les prix seraient doublés. Pour le moment cette clause n'est pas envisagée.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

-**entérine** la décision de la commission d'appel d'offres.

Adopté à l'unanimité.

### b) Entretien de l'Espace Liberté

Nom de l'entreprise	Montant mensuel HT	Montant mensuel TTC
CSP (Concept Propreté Service) Jouy aux Arches	570	681.72
S2G (Systèmes Service Groupe) Forbach	714.45	854.48

La commission d'appel d'offres réunie le 7 novembre dernier propose de retenir la société CPS moins disante et qui a déposé un dossier de présentation très bien argumenté dans tous les domaines. Il précise qu'actuellement le coût de cet entretien était de 802 € TTC par mois.

Le contrat sera passé pour un an renouvelable 2 fois.

M. QUINIO demande à ce qu'il soit précisé dans le contrat que la commune pourra résilier ce dernier avant l'échéance dans la mesure où deux courriers de mécontentement seront parvenus à l'entreprise en recommandé.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **entérine** la décision de la commission d'appel d'offres ainsi que la requête de M. QUINIO.

Adopté à l'unanimité.

## **8) REFECTION DE LA TOITURE DU GROUPE SCOLAIRE B. RABAS – DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DGE**

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

M. NICOLAY informe le Conseil de la nécessité d'entreprendre la réfection complète de la toiture du groupe scolaire Bernard Rabas ainsi que l'isolation.

Un devis a été demandé en bac acier isolant avec remise à niveau et traitement de la charpente existante pour un montant de 140 607.48 €.

Il précise que ce dossier sera également inscrit au PACTE 2012-2014. Il invite le conseil à solliciter une subvention de l'Etat au titre de la DGE.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

➤ **sollicite** une subvention au titre de la DGE

➤ **précise** que le coût non subventionné sera pris sur les fonds propres de la commune.

Adopté à l'unanimité.

## **9) DELIBERATION BUDGETAIRE MODIFICATIVE**

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

M. le Maire précise que cette délibération annule et remplace celle prise lors du Conseil du 28 juin 2011. Il rappelle que les crédits qui avaient été prévus au budget primitif dans le cadre de l'opération n°24 « Parc Informatique des Ecoles » étaient insuffisants et qu'il convenait de régulariser en ajoutant une somme de 2000 €.

Il avait été prévu que cette somme serait prise sur le compte 022 « dépenses imprévues » en fonctionnement. Pour des raisons pratiques, il est préférable de prendre cette somme à l'article 21578 (article d'investissement) et de la transférer au compte 2183 opération 24.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** d'effectuer ces écritures telles que susmentionnées.

Adopté à l'unanimité.

## **10) SIGNATURE DE LA CONVENTION AVEC LA SAFER (SUIVI DES VENTES°**

**Rapporteur : Madame PALUCCI**

Il est rappelé au Conseil que la commune avait confié à la SAFER une étude de mobilité foncière sur le site des Coteaux Ouest du Mont Saint Quentin. Cette étude a été présentée à la commune lors d'une réunion et montre qu'un potentiel existe sur le secteur.

Compte tenu de ces résultats, il a été demandé à la SAFER s'il était possible de lui confier la maîtrise foncière sur le site. Des propositions viennent de parvenir en mairie tant au niveau du cadre de cette mission que de son budget prévisionnel.

La SAFER se chargera des négociations avec les propriétaires, recueillera leur accord et suivra jusqu'à la rétrocession finale des biens au profit de la commune. Elle respectera l'ensemble de ses obligations légales et réglementaires applicables en matière d'attribution, à savoir :

- publicités légales à réaliser avant et après les attributions
- consultation de ses Commissaires du Gouvernement le cas échéant
- avis du Comité Technique Départemental de la SAFER
- Décisions du Conseil d'Administration de la SAFER, approuvées par les Commissaires du Gouvernement.

Afin d'estimer le coût de cette maîtrise foncière, la SAFER s'est basée sur les éléments suivants :

- 1- L'ensemble des propriétaires (108 pour 16 ha 377) sera vendeurs.
- 2- La valeur des biens sera définie par l'estimation des Domaines, à savoir entre 75 et 150 € l'are en fonction de l'état d'entretien des parcelles. Deux hypothèses prévues :  
L'une basse où toutes les parcelles seront acquises à 75 €/are  
Une haute où toutes les parcelles seront acquises à 150 €/are.
- 3- Les ventes se dérouleront par voie de substitution (limite les frais liés à la vente) chaque propriétaire présentera un dossier de substitution.
- 4- Les frais d'intervention de la SAFER sont calculés sur la base d'un forfait de 150 € HT par dossier de substitution + 6 % HT de la valeur vénale des biens.
- 5- La SAFER ne peut garantir le montant des frais notariés mais s'engage à regrouper lorsque cela sera possible certains dossiers en un même acte afin de limiter les frais.

**Budget prévisionnel :**

<b>Estimation maximale pour les 108 dossiers (vendeurs et éventuellement vendeur pour environ 16 ha 377)</b>	<b>Hypothèse à 75 €/are</b>	<b>Hypothèse à 150 €/are</b>
<b>Valeur vénale des biens estimée</b>	122 828 €	245 655 €
<b>Frais d'actes notariés TTC estimés</b>	85 690 €	96 630 €
<b>Frais d'intervention de la SAFER estimés TTC</b>	28 189 €	37 003 €
<b>Total estimé TTC</b>	237 666 €	379 288 €

Mme PALUCCI propose de donner un avis favorable à ces propositions et d'autoriser le Maire à signer la commande.

Elle rappelle qu'il s'agit de l'hypothèse bien improbable où tous les propriétaires concernés seraient vendeurs et que la commune n'est pas en obligation d'achat. De plus, il sera indispensable de procéder à des regroupements de ventes afin de réduire au maximum les frais notariés.

M. NAVROT propose, vu le coût des frais de notaire, d'engager une personne compétente dans la rédaction d'actes pour quelques mois afin de réduire le coût.

M. BRABLÉ explique que cela pourrait entraîner des risques de contentieux très importants.

M. QUINIO remarque que le fait de confier à la SAFER les transactions rentre tout à fait dans le cadre de la politique du PAEN que la commune a mise en place, l'objectif étant d'éviter toute construction sur ce périmètre à l'avenir. Il est important de préciser que lorsque le PAEN sera adopté, le Conseil Général pourra engager des expropriations lorsque les propriétaires ne seront pas vendeurs.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **autorise** le Maire à signer la convention confiant à la SAFER la maîtrise foncière dans le périmètre du site des coteaux ouest du Mont Saint Quentin.

Adopté par 21 voix pour et 1 voix contre (M. CORTINA)

**11) CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE DU CENTRE DE GESTION – HABILITATION AU CENTRE DE GESTION**

**Rapporteur : Monsieur le Maire**



Monsieur le Maire rappelle que la commune est adhérente au contrat d'assurance proposé par le Centre de Gestion couvrant les risques statutaires des agents. Ce contrat est souscrit auprès de la compagnie CNP Assurances par l'intermédiaire du courtier DEXIA SOFCAP.

Le contrat que l'on a renouvelé au 1<sup>er</sup> janvier 2009, arrive à échéance le 31 décembre 2012. Aussi, le CDG propose de le remettre en concurrence en application de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et du code des marchés publics (décret n°2006-975 du 1<sup>er</sup> Août 2006). Cette mise en concurrence sera réalisée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2012 afin de conclure un nouveau contrat au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Il convient en premier lieu de confier au Centre de Gestion, par délibération, le soin d'agir au nom de la commune. Il reste entendu que si au terme de la consultation, les conditions obtenues ne convenaient pas, la commune garde la possibilité de ne pas adhérer au contrat.

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriales, notamment l'article 26.

**Vu** le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de Gestion pour la compte des collectivités locales et établissements territoriaux.

**Vu** le code des assurances

**Vu** le code des marchés publics

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré, **décide**

- 1- **de charger le CDG** de la Moselle de souscrire pour le compte de la commune des contrats d'assurance auprès d'une entreprise d'assurance agréée, cette démarche pouvant être menée par plusieurs collectivités locales intéressées.

Ces contrats devront couvrir tout ou partie des risques suivants :

Agents titulaires ou stagiaires affiliés à la CNRACL :

- décès
- Accident du travail – Maladies professionnelles
- Incapacité de travail en cas de maternité, d'adoption et de paternité, de maladie ordinaire, longue maladie, longue durée, de disponibilité d'office et d'invalidité.

Agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL ou agents non titulaires de droit public :

- accidents de travail - maladies professionnelles
- Incapacité de travail en cas de maternité, d'adoption et de paternité, de maladie ou d'accident non professionnel (maladie ordinaire, grave maladie).

Pour chacune de ces catégories d'agents, les assureurs consultés devront pouvoir proposer à la collectivité plusieurs formules.

Ces contrats présenteront les caractéristiques suivantes :

- durée du contrat : 4 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013
- Régime du contrat : capitalisation

**2- d'autoriser** le Maire à signer les contrats/conventions en résultant.

Adopté à l'unanimité.

## 12) CNFPT – FORMATION DES AGENTS A COMPTER DU 1<sup>er</sup> JANVIER 2012

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire porte à la connaissance du conseil un courrier émanant du Centre National de la Fonction Publique territoriale chargé de la formation professionnelle des agents communaux.

Le Centre lance un appel aux communes pour la défense du droit à la formation professionnelle dans la fonction publique territoriale.

En effet, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les agents des collectivités ne pourront plus accéder à la formation professionnelle dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui.

Suite à l'adoption par le Parlement, dans la loi de finances rectificative pour 2011, d'un amendement du sénateur Jean ARTHUIS, président de la commission des finances, qui baisse la cotisation versée au CNFPT de 1% à 0.9%. Cette décision ampute les ressources du service public de la formation de 33.8 millions d'euros par an dès 2012.

Le CNFPT, pour maintenir sa qualité de formation va donc devoir réaliser des économies sur les dépenses de gestion de l'établissement tout d'abord mais au vu de l'ampleur des sommes à trouver, il se verra dans l'obligation de ne plus rembourser certains frais annexes à la formation (transport, restauration, hébergement) ou à rendre certaines formations payantes.

Au final, les collectivités n'y gagnent rien.

Il est donc important pour les collectivités de convaincre le gouvernement de revenir sur cette disposition au moment du vote de la loi de finances 2012.

Pour ce faire, le CNFPT propose aux communes l'adoption d'un vœu pour le rétablissement de la cotisation à 1% à envoyer par la suite au Préfet du Département.

M. QUINIO, approuvé par M. le Maire et M. CORTINA, s'insurge contre cette pratique et pense que compte tenu de la crise actuelle, les centres de formation doivent aussi faire des efforts et réduire leurs dépenses.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de ne pas suivre la demande du CNFPT de maintenir le taux de cotisation à 1 %.

Adopté par 13 voix pour, 5 voix contre, et 4 abstentions

### **13): ENTRETIEN DES ITINERAIRES DE PROMENADE**

**Rapporteur : Monsieur DHIOS**

Monsieur DHIOS rappelle que la commune a procédé avec le Club Vosgien à la création de trois itinéraires de promenade :

- |                                  |        |
|----------------------------------|--------|
| a. Sentier Robert Schuman        | 7.5 km |
| b. Circuit du Mont-Saint-Quentin | 5.5 km |
| c. Promenade de la Moselle       | 6 km   |

Il convient aujourd'hui d'autoriser le Maire à signer une convention avec le Club Vosgien relative à l'entretien de ces sentiers.

La prestation concernera l'entretien des sentiers (végétation), le remplacement des balises détériorées, l'élagage autour des balises.

Le montant de la contribution à verser pour les prestations d'entretien du balisage est fixé à 11 € du kilomètre pour les 19 kms de sentiers balisés en 2010 soit 209 €.

La convention sera signée pour une durée d'un an reconductible dans la limite de trois ans.

Il précise qu'un avenant à cette convention parviendra ultérieurement car depuis sa rédaction, la commune a demandé à ce qu'un 4<sup>ème</sup> chemin soit créé.

M. TISON demande si Metz Métropole participe financièrement à l'entretien des chemins de randonnées dans le cadre de ses compétences touristiques. Monsieur le Maire répond par la négative.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **autorise** le Maire à signer ladite convention.

Adopté à l'unanimité.

#### 14) REVISION DU PRIX DU BAIL DE CHASSE

##### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire rappelle que la révision du prix du bail de chasse se fait chaque année en fonction de la variation de l'indice des fermages.

Cet indice pour 2011 est constaté à la valeur de 101.25. Il est applicable pour les échéances annuelles du 01/10/2011 au 30/09/2012. La variation par rapport à 2010 est de + 2.92 %.

Le coût de la location de la chasse est de 500 € par an depuis plusieurs années.

M. le Maire précise pour information que depuis le début de l'année, 5 sangliers et 10 renards ont été tués. Il suggère de ne pas augmenter le coût de la location.

Mme PALUCCI précise qu'elle est hostile à la location de la chasse communale et qu'elle s'abstient sur ce point.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de ne pas appliquer l'augmentation de 2,92 %.

Adopté 17 voix pour et 5 abstentions (Mmes PALUCCI, ANTOINE, DILLER, PATRICOLA et M. KAUFFER).

#### 15) CIMETIERE – REACTUALISATION DES TARIFS DES CONCESSIONS

##### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire informe le Conseil que les tarifs des concessions pour une durée de 30 ans n'ont pas été revus depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2005. Il rappelle que le prix est de 135 € pour une concession de 2m<sup>2</sup> soit 67.50 € le m<sup>2</sup>.

Il propose une réévaluation de ceux-ci et de les passer à 200 € pour 2m<sup>2</sup> soit 100 € du m<sup>2</sup>. ceci reste dans les limites constatées dans les autres communes.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de porter le tarif des concessions à 100 € le m<sup>2</sup>.

Adopté par 21 voix pour et 1 voix contre (Mme DILLER)

#### 16) VENTE DE TERRAINS COMMUNAUX

##### **Rapporteur : Monsieur BRABLE**

Monsieur BRABLÉ rappelle que la commune vient d'accepter lors du conseil précédent d'incorporer, dans le cadre de la procédure des biens vacants, 5 terrains dans le domaine public communal.

Une demande a été formulée par M et Mme MOLOZAY pour l'achat des parcelles sises section 8 n°11 d'une contenance de 18 a 79 ca et n°104 d'une contenance de 34 a 11 ca afin d'étendre leur vigne voisine soit une surface totale de 52 a 90 ca.

M. BRABLÉ propose donc de vendre ce terrain selon l'estimation des domaines soit à 75 l'are. 6 75 € x 52 a 90 = 3967.50 €

M. BRABLÉ fait également part de la demande de M. UYSAL intéressé par le terrain sis en section 8 n°28 d'une contenance de 5 a 38 ca face à sa propriété.

75 € x 5 a 38 = 403.50 €

Les frais de notaire seront à la charge des acheteurs.

M. CORTINA déclare qu'il se porte acquéreur des parcelles 104 et 111 section 8 pour un montant de 4 300€ donc 300 € de plus que l'estimation des Domânes afin que ces terrains restent la propriété des sigéo-castellois.

M. BRABLÉ précise que le prix plus élevé qu'il propose va entraîner une hausse des prix des terrains sur la commune et que par conséquent, les autres terrains que la commune pourrait acheter seront plus chers. Il faut penser que cela va créer un prix de marché et non ramener les terrains à leur valeur réelle.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**accepte** de vendre les parcelles 111 et 104 section 8 à M. et Mme MOLOZAY et la parcelle sise en section 8 n°28 à M. UYSAL au prix de 75 € l'are.

Adopté par 21 voix pour et 1 voix contre (M CORTINA).

### **17) ACHAT TERRAIN A GNC HOLDING**

**Rapporteur : Monsieur BRABLE**

M. BRABLÉ donne lecture du courrier émanant de Maître ROTH informant la commune de la demande de la société GNC Holding actuellement propriétaire d'une parcelle d'un centiare rue de la Passerine.

GNC Holding n'en ayant pas l'usage et l'emprise de cette parcelle étant intégrée à la voie publique, celle-ci propose à la commune l'achat de cette parcelle moyennant l'euro symbolique, le vendeur prenant en charge tous les frais liés à cette mutation.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **accepte** de se porter acquéreur à l'euro symbolique de la parcelle sise en section 9 n°454.

Adopté à l'unanimité.

### **18) RAVALEMENT DE FACADES – LANCEMENT DE LA CAMPAGNE DE TRAVAUX**

**Rapporteur : Monsieur BRABLE**

M. BRABLÉ rappelle que la procédure de la campagne de travaux avait été exposée en détail lors du Conseil Municipal du 28 juin dernier dans lequel la commune avait confirmé sa volonté de lutter contre l'impact négatif de certaines façades dégradées sur la qualité urbanistique de la commune. Le Conseil Municipal doit maintenant décider le lancement de la campagne de travaux en précisant les secteurs et immeubles concernés ainsi que les travaux envisagés.

La commission d'urbanisme a donc procédé à une visite détaillée de l'ensemble du village afin de relever les secteurs susceptibles d'être concernés puis s'est réunie afin de déterminer, en fonction de certains critères, ceux à retenir.

La commission d'urbanisme propose les zones de SCY et CHAZELLES telles que définies dans la ZPPAUP hormis la rue Jeanne d'Arc qui est concernée dans sa totalité.

Zone de Chazelles :     Rue Robert Schuman  
                               Rue Jeanne d'Arc (dans sa totalité)  
                               Rue de Moulins

Zone de Scy :            Rue de l'Esplanade

Place du Paron  
Rue du Saint Quentin  
Rue de Crimée  
Rue Saint Vincent  
Rue Saint Nicolas  
Rue des Vignes  
Rue Leduchat  
Rue des Bons Enfants  
Rue de la Tour

Les critères retenus dans un premier temps ont été les façades et clôtures décrépies ou abîmées.

M. TISON donne lecture de l'article L 132-5 du Code de la Construction qui se veut très répressif et demande à ce que soit envisagée une méthode plus « douce ».

M. BRABLÉ précise que la ZPPAUP n'offre pas de moyens juridiques suffisamment forts pour obliger les propriétaires à entretenir leur façade. Il rappelle toutefois que les personnes concernées pourront prétendre à des subventions d'organismes comme la Fondation du Patrimoine, qu'il doit rencontrer à ce sujet la semaine prochaine.

Certains s'interrogent sur les personnes qui n'auraient pas les moyens de faire les travaux.

M. NICOLAY précise que la commission d'urbanisme en faisant la visite du village afin d'estimer les secteurs à prendre en compte, s'est déjà interrogée sur ce problème et que bien entendu cela sera discuté et étudié en commission lorsque le cas sera rencontré.

M. le Maire rappelle que lors de la délibération prise pour la mise en place de la procédure, il avait précisé que cela se ferait avec tact et modération.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**entérine** la décision de la commission d'urbanisme.

Adopté par 18 voix pour, 2 voix contre (M. CORTINA et TISON), et 2 abstentions (Mme FLORI et M. QUINIO)

## 19) REMBOURSEMENT DE SINISTRE

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

L'Assemblée prend connaissance du remboursement par l'assurance du sinistre du 16/09/11 (dommage causé sur un panneau de signalisation) pour un montant de 361.19 € (montant des dégâts).

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**autorise** le Maire à recouvrer ladite somme.

Adopté à l'unanimité.

## 20) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

**Rapporteur : Monsieur BRABLE**

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Terrain bâti	section 1, n°261	2 place du Paron
Terrain bâti	section 10, n°327/64	7 chemin de la Moselle
Terrain	section 10, n°327/64	7 chemin de la Mose Ile
Terrain	section 8, n°292/180	chemin des Mages

Terrain bâti	section 3 n°137	rue de la Cheneau
Terrain	section 9, n°434/93	En Prille

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**prend acte** de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens cités ci-dessus.

## 21) DIVERS

### a) HAGANIS – rapport d'activité 2010 Assainissement et traitement des déchets

#### Rapporteur : Monsieur DHIOS

Etant donné la taille des données chiffrées du rapport, Monsieur DHIOS communique quelques éléments essentiels, les documents sont à votre disposition au secrétariat.

#### ASSAINISSEMENT : quelques chiffres

- Metz Métropole = 40 communes = 1215 km de collecteurs d'eaux usées et eaux pluviales (22 702 m sur Scy-Chazelles)
- Cela correspond à 67 800 m3 d'eau sale par jour collectée, transportée et épurée
- L'activité des services spécialisés consiste essentiellement à **garantir** :

**La Qualité et l'environnement** : par une logique certifiée (iso 9001 & ISO 14001) qui rend les contrôles obligatoires et une transparence des résultats

**L'Evolution de la réglementation** : par des contrôles obligatoires des zones d'assainissements collectifs et non collectifs. (réalisation en 2009 et 2010 à Scy-Chazelles.)

**Les contrôles** : par des mesures physiques, de conformités, d'analyses des prélèvements etc., **pour assurer la santé publique**. (Police des réseaux)

**Le Traitement des eaux usées, des boues résiduelles** : cette étape finale est assignée à de nombreuses exigences réglementaires.

**Les Travaux d'investissements et d'entretiens** : ils ont représenté + de 14,5 M € HT pour 2010

**Informé, sensibiliser, dialoguer** : par des actions locales et nationales

**Budget et redevance d'assainissement** : je vous invite à consulter les documents.

#### TRAITEMENT DES DECHETS : quelques chiffres

- 131 204 tonnes de déchets ménagers et assimilés par an collectés et traités par Metz Métropole, la régie Haganis, la Sté Somergie et autres prestataires

**Informé, sensibiliser** : ce sont les objectifs fixés par le GRENELLE de l'environnement pour moins de déchets, + de recyclage (tri) + de valorisation organique

Une opération « Foyers témoins » est engagée par une quinzaine de communes. Il s'agit de peser sur une période de 3 mois tous les déchets. Les résultats seront analysés et devraient déclencher une vulgarisation de la démarche. Metz Métropole est disposé à aider les élus : en conseil municipal, dans les bulletins municipaux, sur les sites internet et bien entendu par le bouche à oreille. **OBJECTIF : réduire de 7% nos déchets en 5 ans.**

**Pour ce qui est des Travaux d'investissements et d'entretiens + Budget et Taxe d'enlèvement des ordures ménagères** : je vous invite à consulter les documents au secrétariat.

### b) METZ METROPOLE – Rapport d'activité 2010

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire précise que le rapport est disponible en Mairie et peut être consulté à volonté par chaque conseiller comme tout ce qui concerne Metz Métropole.

**c) Demande de Dissolution du Syndicat Intercommunal de Protection contre les Crues de la Moselle****Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

M. NICOLAY rappelle qu'après les inondations de 1989, 4 communes se sont associées et ont créé le Syndicat intercommunal de protection contre les crues de la Moselle : Ban Saint Martin, Longeville les Metz, Moulins les Metz et Scy-Chazelles. Ce dernier avait pour objet la réalisation de toutes études ou travaux d'intérêt intercommunal tendant à la protection des territoires des communes membres.

Après de longues et complexes études, il s'est avéré que les travaux à entreprendre et les financements à apporter ne correspondaient pas à l'attente de la commune de Moulins les Metz.

Lorsque la CA2M fut créée en 2002, celle-ci a pris la compétence « Etude de lutte contre les crues de la Moselle et de la Seille » mais pas la compétence travaux.

Malgré les nombreuses relances du syndicat, le dossier n'avance pas. En conséquence, le comité syndical propose de dissoudre le syndicat pour les motifs suivants :

- face à l'impossibilité d'agir faute d'accord entre ses membres sur les travaux et le financement de la protection contre les crues, le syndicat estime ne pas pouvoir assumer sa responsabilité politique et morale vis-à-vis des populations concernées en cas de crues,
- suivant les prescriptions de l'Etat, la lutte contre les crues de la Moselle doit s'envisager à une échelle géographique plus importante que celle des territoires des 4 communes membres pour être réellement efficace, à savoir l'ensemble des Bassins versants (l'outil juridique étant le PAPI (Programme d'Actions de Prévention des Inondations) préconisé par les services de l'Etat).
- Après 25 ans d'existence, le syndicat constate que les missions, pour lesquelles il a été créé, n'ont pu être que partiellement remplies et qu'aucune mesure concrète n'a vu le jour.

Au vu de ce qui précède, M. NICOLAY demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur la dissolution du Syndicat de Protection contre les crues de la Moselle.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**émet** un avis favorable quant à la dissolution du Syndicat de Protection contre les crues de la Moselle.

Adopté à l'unanimité.

SCY-CHAZELLES, le 14 novembre 2011

La secrétaire de séance,  
Suzanne FLORI

Le Maire,  
Jacques STRAUB